



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Pôle Carrières et Matériaux

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 18 mars 2026

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX SA

L'Établère
BP 5
49280 La Séguinière

Références : 2026-154_INSP_RAP_SB_BOUYER LEROUX - Epinette
Code AIOT : 0006300404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté L'Épinette Vieille 49280 La Séguinière. L'inspection a été annoncée le 21/05/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi pluriannuel des carrières et du fait que l'exploitant a, le 01/10/2025, notifié au préfet l'abandon d'une grande partie de l'emprise de la carrière (environ 17 ha sur les 22 ha autorisés).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- L'Épinette Vieille 49280 La Séguinière
- Code AIOT : 0006300404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière d'argiles (prod. max. 150 000 t/an, emprise env. 22 ha, échéance 2027) dont l'exploitation est faite par campagnes bisannuelles en fonction des besoins de constitution du stock de mélange d'argiles.

L'exploitation se fait par engin mécanique, sans explosifs, après vidange de l'excavation par pompage d'exhaure.

Thèmes de l'inspection :

- Récolement partiel
- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Organisation de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Front d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Plans	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.6	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
10	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.5.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 1.2.3.2	Sans objet
4	Épaisseur et profondeur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.3.2	Sans objet
7	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.11	Sans objet
8	Surveillance relative à l'eau	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La remise en état de la surface abandonnée est terminée et respecte les principes prescrits par l'autorisation d'exploiter et les préconisations de l'expert écologue qui suit l'établissement.

La totalité de l'extraction du gisement est terminée. Sur la partie non abandonnée, à la demande du propriétaire, l'excavation n'a pas été remblayée contrairement à ce qui est prescrit. L'exploitant a indiqué qu'il doit déposer, dans les prochaines semaines, une demande d'extension de l'emprise de la carrière et concomitamment solliciter une modification des conditions de remise en état de la partie non abandonnée.

Quelques aspects nécessitent par ailleurs des actions correctives ou des justificatifs (plan du site, surveillance du bruit, des retombées de poussières,...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 1.2.3.2
Thème(s) : Autre, Production autorisée
Prescription contrôlée : La production annuelle moyenne de la carrière est de l'ordre de 65 000 tonnes sur la période autorisée dans le présent arrêté. Pour répondre à des besoins exceptionnels, la production annuelle maximale de la carrière pourra être portée à 150 000 tonnes. Le tonnage total de production autorisé est de 900 000 tonnes. Les quantités de matériaux entrant et sortant de la carrière sont comptabilisées.
Constats : L'exploitant a précisé qu'il n'y a eu pas d'exploitation en 2025 et selon sa déclaration de 2024, seulement 850 t ont été extraites l'année précédente.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 2 : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.3.2
--

Thème(s) : Autre, Distances limites et zones de protection

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise, avec un minimum de 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques et de 20 mètres en bordure du chemin d'accès, le long de l'extension Sud,.

Ces bandes ne doivent faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Constats :

L'inspection a montré qu'en limite de l'extraction faite sur la parcelle AE237, la clôture positionnée en limite de l'excavation est désormais en partie suspendue dans l'excavation, en raison de secteurs d'effondrement du front.

Le long de cette excavation, un fossé et une seconde clôture (agricole) sont présents à l'arrière du front, en limite de l'emprise autorisée et de la parcelle AE236 qui est une prairie agricole. Ces dispositions permettent de maintenir une bande de sécurité dont la largeur apparaît inférieure celle prescrite de 10 m.

Par rapport au chemin d'accès, le bord de l'excavation résiduelle est désormais à une distance de plus de 20 mètres.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que selon le phasage prescrit, cette excavation devrait déjà être remblayée en totalité.

L'exploitant a indiqué que le propriétaire des terrains souhaite désormais une remise en état sous forme de plan d'eau. L'exploitant a de plus indiqué qu'il déposera d'ici quelques semaines, une demande d'extension de l'emprise de la carrière sur la parcelle AE236 adjacente.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

A défaut de transmettre dans les prochaines semaines au préfet une demande de modification des conditions d'exploitation (périmètre et remise en état) avec les éléments d'appréciation ad hoc permettant de la prendre en compte, l'exploitant doit se mettre en conformité avec les dispositions prescrites en termes de distances par rapport aux terrains voisins et de remise en état.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Organisation de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.3.1
--

Thème(s) : Autre, Organisation de l'extraction

Prescription contrôlée :

L'extraction est réalisée en 3 phases respectives de 5 années, remise en état du site comprise, chacune conformément aux plans de phasage d'exploitation et de réaménagement du site annexés au présent arrêté lorsqu'ils ne s'opposent pas aux dispositions précisées dans le présent arrêté.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle précédent, il a été constaté que dans la partie sud-est du site (principalement sur la parcelle AE237), l'excavation résiduelle n'a pas été remblayée alors que cela est prescrit par l'autorisation d'exploiter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
A défaut de communiquer prochainement au préfet une demande de modification des conditions d'exploitation (remise en état) avec les éléments d'appréciation ad hoc permettant de la prendre en compte, l'exploitant doit se mettre en conformité et remblayer l'excavation résiduelle constatée sur les parcelles AE, 159, AE237 et AE328.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Épaisseur et profondeur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur et profondeur d'extraction
Prescription contrôlée : L'épaisseur maximale d'extraction et la cote minimale d'exploitation sont de : <ul style="list-style-type: none"> • Profondeur maximale d'extraction : 20 mètres environ sous la cote des terrains naturels avant exploitation, • Cote du fond de fouille : L'exploitation des matériaux (argile) ne devra pas descendre sous la cote de 90 m NGF pour le secteur Sud et 87 m NGF pour le secteur Nord. Les éléments justifiant du respect des dispositions précédentes seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Selon les indications figurant sur le plan (au 23/10/2023) communiqué par l'exploitant, la profondeur d'extraction ainsi que les cotes d'extraction prescrites sont respectées. L'épaisseur d'extraction est de l'ordre d'une dizaine de mètres et la cote basse du secteur sud est de 97,45 m NGF et celle du secteur nord est de 95,54 m NGF. Il y a eu peu d'extraction depuis 2023 (850 t déclarées en 2024, et pas d'extraction en 2025).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Front d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Front d'exploitation
Prescription contrôlée : La hauteur des fronts ne pourra excéder 4 mètres. Les fronts seront séparés d'une risberme d'au moins 5 mètres de largeur. La pente des talus et des fronts est adaptée à la nature des terrains afin de garantir leur stabilité et ne sera en aucun cas supérieure à 75° sur l'horizontale pour les matériaux en place. Les personnels chargés de l'extraction disposeront en permanence de l'ensemble des documents ainsi que des éventuels repères leur permettant de respecter les limites d'extraction (en surface et profondeur).
Constats : Sur les secteurs abandonnés, les pentes périphériques du plan d'eau ont été talutées et modelées pour assurer la stabilité des terrains. Sur l'excavation présente dans le secteur sud, non abandonné de la carrière, la hauteur de la partie visible des fronts périphériques (hors d'eau) est estimée à 5 m au moins et aucune risberme intermédiaire n'a été observée et le plan communiqué n'en montre pas. La pente de tous les fronts est inférieure à 75°. Quelques effondrements d'extension très limitée (moins d'un mètre) sont visibles au niveau du front sud-ouest, le plus pentu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit justifier de la conformité du front sud-ouest pour en assurer la stabilité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.6

Thème(s) : Autre, Plans

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement) ;
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux des terrains naturels avant exploitation, les niveaux d'exploitation définis en cote NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille ;
- la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :

- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter,
- la localisation des installations,
- la localisation de l'accès et des pistes.

Constats :

L'exploitant a communiqué un plan d'exploitation daté du 23/10/2023. Il n'a pas été communiqué de plan mis à jour plus récemment.

Ce plan présente :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement) ;
- les bords de fouille, parois et fronts d'excavation ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux des terrains naturels avant exploitation, les niveaux d'exploitation définis en cote NGF, faisant apparaître notamment certaines cotes de fond de fouille ;
- la localisation de l'accès et des pistes.

Ce plan ne mentionne pas :

- les zones en cours d'exploitation : l'inspection a montré qu'il n'y en a plus ;
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué de façon explicite ;
- les zones exploitées en cours de réaménagement ;
- les futures zones à exploiter : il n'y en a pas ;
- la localisation des installations : il n'y en a pas ;
- la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales : en particulier, la position de la clôture (dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité) ne figure pas sur le plan.

L'inspection des installations classées note de plus que la modification du périmètre autorisée faite au travers de la notification de la mise à l'arrêt d'une partie de la carrière, adressée au préfet le 1^{er} octobre 2025, ne comporte pas de plan actualisé du site, en particulier au niveau du secteur remis en état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir un plan actualisé du site comportant l'ensemble des indications prescrites.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.11

Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état du site

Prescription contrôlée :

L'extraction de matériaux doit cesser dans un délai compatible avec la réalisation de la remise en état du site et au moins 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard 3 mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté lorsqu'ils ne s'opposent pas aux dispositions précisées dans le présent arrêté.

La remise en état du site comporte notamment les dispositions suivantes :

- un nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- un remblayage des fouilles de la moitié Ouest et de la partie Sud de la surface extractible, par des apports de matériaux inertes et les stériles d'exploitation avec un décompactage des sols et un régalage de la terre végétale afin de restituer les terrains en terres agricoles ;
- la création d'un plan d'eau sur la moitié Est de la surface extractible conformément aux dispositions prévues dans le dossier de demande d'autorisation complétée. Les berges auront une pente faible (20°) et seront munies de digitations afin d'accroître les zones colonisables par la faune et la flore. Le fond de la fosse présentera une surface non homogène, bosselée, favorisant la création de petites zones en eau et de surfaces exondées. Le bassin de décantation sera conservé et intégré dans l'aménagement du plan d'eau final ;
- des plantations de haies réalisées principalement en périphérie des parcelles agricoles et de la fosse en eau ;
- La création d'une ceinture verte (boisement) d'une trentaine de mètres aux limites Sud et Est du plan d'eau final ;
- les merlons temporaires seront détruits et utilisés pour la remise en état.

La remise en état du site consistera à restituer en fin d'exploitation un secteur à vocation agricole à l'Ouest et au Sud et un plan d'eau à l'Est.

Constats :

Le 1^{er} octobre 2025, l'exploitant a notifié au préfet l'arrêt partiel de l'exploitation (sur environ 17 ha des 22 ha autorisés).

La remise en état du secteur concerné correspond aux principes de remise en état prescrits.

- la moitié ouest a été remblayée pour un retour à l'agriculture ;
- un plan d'eau est présent sur la moitié est, nord-est. Compte tenu du niveau d'eau, l'intégralité des berges n'était pas visible. Les berges visibles présentent des pentes relativement faibles et s'approchant des 20°. Il n'a pas été observé de digitation bien qu'il y en aurait une selon le plan communiqué par l'exploitant. Le fond de la fosse était sous l'eau. Le bassin de décantation est conservé ;
- des plantations de haies réalisées principalement en périphérie des parcelles agricoles et de la fosse en eau sont présentes ;
- le boisement existant en limite sud-est est conservé et ceinture en partie, le sud-est du plan d'eau résiduel sur une trentaine de mètres. Il n'a toutefois pas été constaté la création d'une ceinture verte (boisement) complémentaire au sud et à l'ouest du bassin de décantation conservé. Il n'a pas été observé d'îlots. (cf. plan de remise en état annexé à l'arrêté). De plus une plateforme et une piste minérale débouchant sur le chemin à l'est du site sont présentes ;
- les merlons temporaires ont été utilisés pour la remise en état.

Sur les terrains mis à l'arrêt, la remise en état réalisée restitue un secteur à vocation agricole à l'ouest et un plan d'eau à l'est comme cela est prescrit.

L'inspection des installations classées note que malgré les constats susmentionnés, la note de synthèse de l'organisme certifié qui est associée à l'ATTES Mémoire précise notamment :

« Les travaux de remise en état sur les terrains mis à l'arrêt définitif ont été réalisés conformément aux prescriptions de l'Arrêté Préfectoral du 10/08/2012. [...] »

Aucune adaptation des conditions de remise en état aux aménagements et plan de remise en état prescrits n'a été apportée par l'exploitant actuel.[...]

Le réaménagement final de la zone d'étude spécifique (cessation partielle de l'activité ICPE) est conforme au plan de réaménagement final. »

Enfin l'inspection des installations classées retient que l'ATTES Sécur transmise par l'organisme certifié « atteste, sans réserve, que l'exploitant a mis en œuvre les mesures de mise en sécurité de l'ensemble des installations mises à l'arrêt définitif sur son site, conformément à l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement ».

L'inspection des installations classées a bien noté également que l'exploitant est accompagné par un expert écologue (CPIE Loire Anjou) dans le suivi et la gestion écologique du site. L'exploitant a pris en compte les préconisations formulées par l'expert écologue dans le cadre des aménagements et de la remise en état du site. Ainsi, l'absence de création d'un boisement sur le secteur minéral mentionné dans les constats précédents, découle d'une préconisation de l'expert écologue qui vise à privilégier « une colonisation spontanée » évolutive afin « d'optimiser l'implantation d'espèces adaptées à la nature du sol en place. » (cf. pages 29/30 du rapport du CPIE de juin 2025).

Vu les éléments de l'expert écologue, l'inspection des installations classées considère les ATTES transmises recevables pour prendre en compte l'arrêt définitif sur les terrains concernés d'une surface de 17 ha 12 a 78 ca dont la localisation est présentée en annexe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance relative à l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance relative à l'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux.

L'exploitant procédera à un suivi annuel de la qualité des eaux en sortie du bassin de décantation sur les paramètres cité ci-après, les résultats sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

PARAMÈTRE	CARACTÉRISTIQUE	NORME
PH	5,5 < PH < 8,5	
MEST	< 35 mg/l	NF T 90 105
DCO	< 125 mg/l	NF T 90 101
Hydrocarbures	< 5 mg/l	NF T 90 114

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Constats :

L'exploitant a communiqué un rapport d'analyses d'eau (Géoscop - prélèvement du 06/05/2025). Les résultats présentés dans ce rapport sont tous conformes aux valeurs limites prescrites.

L'inspection des installations classées note toutefois que lors du prélèvement, il n'y avait pas de rejet d'eau d'exhaure et de fait que le prélèvement ne porte pas sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.

L'inspection des installations classées note également que le rapport précise (page 2) que « les prélèvements des eaux d'exhaure ont lieu en sortie du bassin de décantation avant rejet dans le milieu récepteur ». Toutefois sur la carte (page 1), la localisation indiquée dans le rapport ne correspond pas au bassin de décantation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant procédera à intervalle régulier et en période estivale, à des mesures de retombées de poussières dans l'environnement, à ses frais et par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure, en particulier au niveau des habitations de l'Épinette.
Constats : L'exploitant a communiqué les dernières mesures de retombées de poussières dans l'environnement réalisées durant l'été 2024. L'inspection des installations classées note que les mesures sont faites à 4 emplacements en limite du site mais qu'aucune mesure n'a été faite au niveau des habitations de l'Épinette comme le prévoit l'autorisation d'exploiter. L'inspection des installations classées rappelle que la production autorisée n'étant pas supérieure à 150 000 t/an, l'exploitant n'a pas l'obligation de mettre en place un plan de surveillance des émissions de poussières tel que défini par l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. L'inspection note par ailleurs que dans le cadre de l'exploitation du site voisin dit de « l'Épinette 2 », un plan de surveillance est prescrit à Bouyer Leroux et que des résultats de mesures au niveau d'habitations de l'Épinette pourraient être disponibles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit communiquer les résultats de mesures de retombées de poussières dans l'environnement au niveau des habitations de l'Épinette.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté puis au moins tous les ans, et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant une phase représentative d'activité. Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Les émergences sont contrôlées au niveau des habitations les plus proches (Épinette-Vieille, Épinette-Neuve, La Sarboussière, La Bifaumoine...) situées à proximité des emplacements les plus représentatifs des bruits émis par la carrière. L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.
Constats : L'exploitant a communiqué les dernières mesures (faites par la méthode d'expertise) des niveaux d'émissions sonores et des émergences. Ces mesures ont été faites en période diurne et en période nocturne en juillet 2022 aux emplacements prescrits. L'ensemble des résultats est conforme aux valeurs prescrites par l'arrêté d'autorisation d'exploiter. L'inspection des installations classées note que la conclusion du rapport relatif aux mesures nocturnes fait référence de façon erronée aux émergences diurnes (cf. page 9). L'inspection des installations classées note de plus qu'aucune mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences n'a été faite au cours des 3 dernières années, alors qu'une surveillance annuelle est prescrite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit satisfaire aux dispositions de son autorisation d'exploiter et, tant que la carrière n'est pas mise à l'arrêt définitif, effectuer des mesures des niveaux d'émissions sonores et des émergences.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°7 : Remise en état du site

Localisation des terrains mis à l'arrêt définitif

